



attac

Le Courriel d'information

n°285 – Vendredi 23 Novembre 2001.

L'AMENDEMENT 197 RECTIFIE EST ADOPTE
19-11-01 20H00-TU

Dans ce numéro

1- Sur le vif à Doha

"Les pays pauvres ont quitté le Qatar avec quelques miettes, mais ils n'ont pas encore eu de tranche consistante du gâteau de l'OMC" a déclaré Mark Curtis, responsable de Christian Aid. Il est profondément décevant de voir que des pays aussi puissants que l'Inde sont réduits à exercer une tactique d'obstruction et que peu de leurs propositions sont considérées sérieusement par les nations riches."

2- Brèves d'OMC (Débriefing Doha)

Après un marathon qui a duré 20 heures de plus que prévu initialement, les 142 membres ont adopté la Déclaration ministérielle du 14 Novembre qui a lancé un nouveau cycle de négociations commerciales – le 9eme. qui devrait prendre fin en 2005. Ce document élargit le champ et approfondit les sujets en discussion entre pays membres.

3- Retour de Doha

Les précautions de langage des déclarations finales ne peuvent masquer l'essentiel, à savoir que, étendues à de nouveaux et importants secteurs comme l'investissement mais pas le social, ces négociations seront dominées par une volonté d'étendre un libéralisme débridé et dérégulant, marquant finalement la suprématie du droit du commerce sur les droits humains et environnementaux fondamentaux.

4- Vote positif pour Tobin

Lundi 19 novembre, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture, dans un amendement à la loi de finances 2002, le principe d'une taxation sur les marchés des devises, dite taxe Tobin.

5- A part bien sur Mme Thatcher

A High Park Corner ce dimanche 18 Novembre, pas moins de 100 000 personnes en ce 3e jour de Ramadan ont remonté le parcours s'étalant de High Park à Trafalgar Square, longues barbes, têtes voilées, cheveux rouges et verts, humanistes en tout genre et de tout âge se sont côtoyés pendant plusieurs heures. "Nous sommes les Patriotes. Nous devons maintenant bâtir une Paix réelle et nous ne pourrions parvenir à cet objectif qu'en construisant un système économique juste. Un monde où les riches deviennent sans cesse plus riches et les pauvres sans cesse plus pauvres est une terre de recrutement pour le terrorisme".

6- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Sur le vif à Doha

1- PHOTOS DEPUIS DOHA

Par Walden Bello

Debout, sur les deux côtés de l'entrée de l'immense Al Dafna Hall du Sheraton, les manifestants portaient une pancarte commune sur laquelle était écrit : " Pas de voix à l'OMC ", appelant ainsi l'attention sur le manque de transparence, de démocratie et d'interventions de la société civile dans les processus de fabrication des décisions de l'organisation. Une fois qu'environ 5 000 personnes étaient entrées, les manifestants commencèrent à scander " Ce

que nous voulons ? Démocratie ! ". L'initiative de José Bové, le fameux militant anti-Macdonald français, à mener les manifestants dans le hall avait été initialement contrée par les forces de sécurité du Qatar. Quelques instants plus tard, ils furent admis à entrer. Conformément à une promesse faite lors de la session d'ouverture, plus tôt dans la journée par le Prince du Royaume, aucun militant ne fut arrêté ou détenu.

Super paranoïa : c'est le seul mot pouvant décrire l'état d'esprit des forces de sécurité américaines à Doha. Les délégués arrivant, les représentants du commerce américain déménagèrent pour avoir les représentants des



attac

ONG américaines cantonnées au Ritz Carlton avec les gouvernements des peuples. Une de ces ONG, la Food First, est dirigée par Anuradha Mittal, en tant que directrice exécutive. Lorsque les forces de sécurité américaines découvrirent qu'Anuradha avait la nationalité indienne, ils " piquèrent une crise ", selon les termes de la directrice de Food First. Les Américains l'empêchèrent de monter dans le même bus qu'eux qui conduisait les participants de l'hôtel à la Conférence, refusèrent son accès aux briefings américains officiels et ne lui fournirent pas de téléphone de sécurité et de masque à gaze, or ces derniers étaient distribués aux autres membres américains.

Le nombre d'ONG représenté à Doha est moindre que celui de Seattle, suivant le rapport fait dans la péninsule, par un journal de Doha.

Voici un extrait de cet article : " alors que le nombre de représentants d'ONG et de personnes issues des médias couvrant la 4ième rencontre ministérielle de l'OMC à Doha pâlit en comparaison avec celui de la conférence de Seattle de 1999, le nombre de délégués est plus ou moins le même, a souligné un fonctionnaire hier. (...) Contrairement à une présence attendue de 4500 personnes, annoncée plus tôt par les organisateurs, environ 3800 personnes sont à Doha pour la conférence. (...) Inaugurant la cérémonie d'ouverture de la conférence, le porte-parole de l'OMC Keith Rockwell a déclaré que la plus grande délégation venait du Japon avec 159 représentants. Ils sont suivis par les Français (75), les Canadiens (62), les Indonésiens (60), les Américains (51) et les Indiens (48). (...) L'Union Européenne a une présence de 508 délégués, en incluant environ 50 représentants de la Commission Européenne. Mis à part les délégations des 142 pays membres, 28 observateurs et 48 organisations internationales sont représentés à Doha. Rockwell a déclaré que le nombre de délégués présent à la conférence est de 2641. Les représentants des organisations non gouvernementales sont de 388 et les médias représentent 808 personnes. Il a ajouté que la conférence de Seattle était couverte par environ 2700 journalistes et 650 ONG avaient envoyé environ 1300 représentants. "

Traduction : Julie Duchatel, traductrice bénévole
cooditrad@attac.org

2- Développement : le grand absent du cycle des négociations sur ... le développement

Le Mouvement mondial pour le développement (World Development Movement) condamne la Déclaration finale de la Conférence interministérielle de l'OMC à Doha, au Qatar, et l'a qualifiée aujourd'hui de " catastrophe pour les pauvres ".

Barry Coates, le directeur du Mouvement mondial pour le développement, a déclaré à cette occasion : " Il s'agit d'une énorme défaite pour tous les pauvres du monde. Ce cycle très médiatisé de négociations sur le développement ne comporte aucune mesure sur le développement. Cette tendance très nette de l'OMC est imprudente et dangereuse. Elle affaiblit encore davantage sa légitimité. Les populations paient déjà quotidiennement le prix des accords commerciaux actuels. Les pays en voie de développement n'ont ni les moyens ni la volonté de négocier ces nouveaux accords. "

La déclaration entérine le lancement de nouveaux accords commerciaux sur l'environnement, les tarifs douaniers des produits de l'industrie, la mise en œuvre, les droits de propriété intellectuelle, les subventions et les droits compensatoires, les accords commerciaux régionaux, le règlement des différends et l'environnement, outre les négociations en cours sur l'agriculture et les services. Tous ces accords seraient négociés en bloc d'ici 2005.

Barry Coates a ajouté : " Un tel travail est irréalisable, même pour les pays de revenu élevé ou moyen. Que dire alors des pays les plus pauvres ... C'est le meilleur moyen de les marginaliser encore davantage. "

Les questions très controversées de l'investissement, de la politique de la concurrence, de la transparence des marchés publics et de la facilitation des échanges furent ajoutées au dernier moment. Les négociations préalables seront entamées, mais la décision de lancer les négociations à proprement parler sera soumise à un consensus explicite sur leurs détails, lors de la prochaine Conférence interministérielle, dans deux ans.

" Avant Doha, on a assisté à un processus profondément injuste qui a amené l'essentiel de la Conférence interministérielle à ne se consacrer qu'aux questions intéressant les pays riches, constate Barry Coates. La notion de cycle de négociations sur le développement a été complètement écartée. Les pays les plus pauvres du monde, comme le Mozambique, ont été obligés de passer leur temps à négocier des



attac

accords sur l'investissement et les droits de propriété intellectuelle, au lieu de tenter de faciliter leur accès aux marchés des pays développés. "

" En exerçant une forte pression pour que les questions importantes pour eux soient réglées, poursuit-il, le Royaume-Uni et l'Ue ont joué à Doha à la roulette russe avec le système des échanges. Ils ont poussé la rencontre à la limite de l'échec afin d'entamer les négociations sur l'investissement et la politique de la concurrence, des accords que les pays en voie de développement considèrent comme défendant les intérêts des multinationales des pays riches. Et ils ont échoué. Le pire, c'est que les questions d'une importance vitale pour les pauvres n'ont pas été abordées. "

Les Etats-Unis et l'Ue n'ont cessé de répéter que l'impossibilité de s'entendre sur un nouveau cycle complet de négociations n'était pas un problème pour eux, car ils pouvaient poursuivre leurs objectifs par le biais d'accords commerciaux bilatéraux. Les pays en voie de développement ne peuvent hélas pas en dire autant. Iddi Simba, ministre tanzanien de l'industrie et du commerce et président des PMA, a déclaré lundi (12 novembre) : " Nous avons bien plus besoin d'un système multilatéral que les pays riches. Mais nous ne pouvons pas accepter un accord dont le prix à payer pour les populations sera leur propre vie. "

Barry Coates a déclaré aujourd'hui : " L'Ue et les Etats-Unis ont exploité la vulnérabilité des pays pauvres afin de leur imposer leurs priorités. Même dans les domaines dont les pays en voie de développement pourraient bénéficier, la déclaration est si opaque, elle comporte tellement de lacunes et d'exceptions, que ces bénéfices sont probablement illusoire. "

" Le monde avait vraiment besoin d'une occasion pour remettre à l'ordre du jour les promesses figurant dans le dernier cycle de négociations, poursuit-il. Tony Blair a appelé à la fin de l'"hypocrisie " des nations les plus riches, qui protègent leurs marchés contre les exportations des pays pauvres, tout en prétendant se soucier des pauvres. Le gouvernement britannique et l'Ue portent de façon éhontée cette hypocrisie à un niveau encore jamais atteint. "

Et Barry Coates d'ajouter : " Un tel accord aurait été impossible sans des négociations faussées par la menace et l'intimidation exercées sur certains pays. Il y a eu des entretiens secrets et des pays ont été écartés des rencontres. Les

exigences des pays en voie de développement ont donc été marginalisées ou carrément ignorées depuis le début. "

Les pays en voie de développement étaient bien organisés et parfaitement décidés. Ils bénéficiaient à Doha du soutien du Mouvement pour le développement mondial et d'autres ONG. Mais, soumis à une pression inacceptable, ils ont été contraints de se positionner en fonction de l'ordre du jour des pays riches.

Un texte a été rédigé à la dernière minute, reflétant pratiquement tout ce que les Etats-Unis et l'Ue exigeaient. Et Barry Coates de conclure : " Après deux nuits blanches, sous l'énorme pression de l'Ue, suivie par un certain nombre de pays, les délégués ont été contraints de prendre une décision qui aura des conséquences sur la vie de milliards de personnes. L'Ue et les Etats-Unis jouent à la roulette russe. Ca n'est pas le meilleur moyen de gérer un système commercial multilatéral. "

PERSONNES A CONTACTER

Barry Coates (Doha) : +44 7702 236 418 (portable Royaume-Uni) ou 5392710 (portable Qatar)

Dave Timms (attaché de presse du Mouvement pour le développement mondial) à Doha : +44 7711 875 345 (portable Royaume-Uni)

Traduction : Sylvie Guillocheau, traductrice bénévole coorditrad@attac.org

3- Maires avancées pour les pauvres à la réunion de l'OMC

Présentée par Patricia Hewitt, Secrétaire d'Etat britannique au Commerce, comme un signe de "la détermination de la communauté internationale à lutter contre la terreur par le commerce aussi bien que par les armes", les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au Qatar, un pays du Golfe, se sont achevées mercredi sur de médiocres avancées pour les pays pauvres.

La réunion de cinq jours, qui rassemblait les ministres du Commerce des 142 pays membres de l'OMC, a été prolongée à six jours car les négociateurs ne parvenaient pas à trouver un accord sur le lancement d'un nouveau round de négociations sur le commerce mondial. L'Inde a bloqué les propositions de l'Union européenne sur quatre nouveaux accords commerciaux au dernier moment. La déclaration finale engage cependant tous les membres de l'OMC à lancer des négociations sur ces questions dans un délai



attac

de deux ans, ce à quoi les pays pauvres étaient opposés.

"Les pays pauvres ont quitté le Qatar avec quelques miettes, mais ils n'ont pas encore eu de tranche consistante du gâteau de l'OMC" a déclaré Mark Curtis, responsable de Christian Aid. Il est profondément décevant de voir que des pays aussi puissants que l'Inde sont réduits à exercer une tactique d'obstruction et que peu de leurs propositions sont considérées sérieusement par les nations riches."

M. Curtis a également critiqué le gouvernement britannique pour son soutien au lancement d'un nouveau round et aux quatre nouvelles questions. Il a déclaré que "Le Royaume-Uni a joué un rôle honteux face à l'opposition des Etats membres les plus pauvres de l'OMC."

Quelques succès spécifiques devraient s'avérer bénéfiques pour les peuples pauvres. Sur les questions cruciales de la santé et des brevets, la réunion a accepté le point de vue des pays en développement selon lequel aucun élément d'un accord de l'OMC sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce "ne devrait empêcher les membres de prendre des mesures pour protéger la santé publique". Les pays en développement veulent la liberté d'importer des médicaments à faible coût pour traiter la pandémie du VIH/SIDA et d'autres maladies mortelles comme la tuberculose et la malaria. Mais des brevets de 20 ans mettent les prix des médicaments hors de portée des pauvres.

Les pays pauvres ont également fait des progrès sur l'élimination des subventions à l'exportation. Il est courant que les gouvernements des pays riches, surtout en Europe, versent des subventions aux exportateurs de denrées alimentaires, lesquelles sont de ce fait moins chères que les produits locaux dans les pays pauvres. Cependant, un engagement à mener des négociations visant à "des réductions de toutes les formes de subventions à l'exportation en vue de leur retrait progressif" est tempéré, dans la déclaration finale, par l'expression "sans préjudice de leurs résultats."

"Les événements de ces derniers jours soulignent l'importance d'un changement fondamental des règles qui régissent le commerce mondial" a ajouté Mark Curtis. "Pour le moment, c'est comme une rencontre entre un club de foot junior et Manchester United. Les peuples pauvres du monde en développement sont contraints d'entrer en concurrence directe avec les grosses sociétés des pays riches et la

réunion de Doha a fait bien peu pour les aider à lutter à armes égales.

Traduction : Christine Mercier, traductrice bénévole coordinat@attac.org

4- PAYS EN DEVELOPPEMENT PAR Walden Bello et Aileen Kwa

Le projet de révision de la déclaration ministérielle, émis l'après-midi du 13 Novembre, porte toujours fortement préjudice aux intérêts des pays en voie de développement. Comme beaucoup en ont déjà fait la remarque, ce nouveau texte continue d'ignorer la demande émanant des pays en voie de développement de mettre les questions de mise en oeuvre au coeur de l'ordre du jour des travaux de l'OMC dans les années à venir. Cette version conforte les dires des représentants des pays en développement qui se plaignent fortement à Doha que leur voix ne soit plus prise en compte au sein de l'OMC. De même, le texte mentionne toujours le lancement d'un processus de négociations sur les prétendues "nouvelles questions" (soit l'investissement, la réglementation sur la concurrence, les marchés publics, et l'abolition des barrières commerciales) comme une étape cruciale. Il appelle explicitement au déclenchement immédiat de négociations sur les marchés publics, gouvernements et l'abolition des barrières au commerce. Bien qu'il semble à ce propos qu'apparaissent certains glissements sémantiques à propos de l'investissement et de la réglementation de la concurrence : le texte invite, en effet, les groupes travaillant sur ces thèmes à encourager, lors de la cinquième session de la réunion ministérielle, l'adoption d'une décision de lancement des négociations dans ces domaines. La nouvelle mouture du texte ignore également la proposition d'inclure un "cadre de développement" à l'accord sur l'agriculture que beaucoup de pays en développement ont réclamé à Doha afin de favoriser la sécurité alimentaire et le développement. Par ailleurs, Focus a remarqué avec désapprobation que, dans la nouvelle version du texte, la phrase où il est dit que l'OIT est "le forum approprié" pour le dialogue sur les questions de commerce et de droit du travail, a été supprimée. La nouvelle version laisse donc la porte ouverte à l'OMC pour étendre sa juridiction à un domaine où elle n'a pas sa place. On a parlé de "pas en avant" à propos du langage de compromis concernant les préoccupations des pays en matière de santé publique, mais certains observateurs ont souligné que le prétendu "compromis" ne modifierait en rien les termes de l'accord ACPIR



attac

(TRIPs), et que ceux-ci serviront toujours de référence juridique lors des batailles que devront mener les pays qui, pour des raisons de santé publique, passent outre à la législation sur les brevets. En résumé, les changements dans cette nouvelle déclaration de la réunion ministérielle sont minimes. Son adoption au sein de l'OMC constituera un recul pour les pays en développement.

Traduction : Geneviève WALTER, traductrice bénévole cooditrad@attac.org

Brèves d'OMC (Débriefing Doha)

Par omc.marseille@attac.org

A- Le marathon final de Doha :

Après un marathon qui a duré 20 heures de plus que prévu initialement, les 142 membres ont adopté la Déclaration ministérielle du 14 Novembre qui a lancé un nouveau cycle de négociations commerciales – le 9ème. qui devrait prendre fin en 2005. Ce document élargit le champ et approfondit les sujets en discussion entre pays membres.

Il y est signifié que " la conduite, la conclusion et l'entrée en vigueur des résultats des négociations seront traités comme un tout" Seules les négociations sur "l'amélioration et les clarifications" du Code de Règlement des Différends sera mené hors de cette entreprise unitaire.

Par cette déclaration, mandat à été donné aux membres de s'engager dans des négociations sur une variété de sujets : Les sujets traditionnels comme l'agriculture et les services mais aussi sur l'environnement, les tarifs douaniers sur les produits industriels, les mesures anti-dumping, les subventions à la pêche, les accords commerciaux régionaux et le règlement des différends. Elle prévoit de futures négociations sur les sujets dits de Singapour (investissements, concurrence, transparence en matière de marchés publics, ceci malgré l'opposition appuyée d'un grand nombre de PED.

Certains pensent que les PED, qui s'étaient initialement opposés à un round "global", s'étaient rendus en partie parce qu'ils ne s'attendaient pas à des textes plus favorables au développement à quelque moment dans le futur prévisible. La prolongation de l'accord ACP fut crucial pour l'acceptation des négociations dans des domaines aussi divers par les pays ACP. De même le rappel prononcé au long des textes

pour le développement des capacités et de l'assistance technique pour les PED fut également un moyen d'obtenir leur soutien. A contrario, plusieurs ONG sur l'environnement se sont montrées extrêmement critique sur la Déclaration finale.

La Déclaration contient diverses références en rapport avec le développement, notamment un programme de travail pour une plus large intégration des petites économies, sans création d'une sous-catégorie de membres; un cadre pour les activités d'assistance technique de l'OMC et un programme de travail pour les PMA défini par le Sous-Comité sur les PMA.

Il y a eu accord pour l'établissement de 2 groupes de travail sur Dette et Finance et sur Transfert de Technologie, réclamés avec insistance par divers PED; Ces 2 groupes doivent faire parvenir le résultat de leurs travaux à la prochaine Conférence Ministérielle de 2003.

Un plan doit être élaboré par le Comité sur le Budget pour adoption par le Conseil Général en Décembre 2001 pour s'assurer que les fonds adéquats sont disponibles pour l'assistance technique.

La Déclaration engage les Etats à avoir pour objectif – mais il ne s'agit que d'un objectif – d'accorder l'accès sans droits et sans quota des produits des PMA à leur marché.

Concernant le Traitement Spécial et Différentiel (TSD) , le paragraphe 44 de la Déclaration "prend note" des propositions des PED pour négocier un Accord Cadre. Mais on n'a pris aucune disposition pour agir dans ce sens. Tout au contraire, un accord s'est dégagé pour que toutes les dispositions TSD "soient revues...pour les rendre plus précises, efficaces et opérationnelles"

B- Environnement :

Pour la première fois, les Membres sont d'accord pour le lancement immédiat de négociations sur trois sujets environnementaux : Relations entre règles de l'OMC et obligations commerciales spécifiques contenues dans les AME (Accords Multilatéraux sur l'Environnement); Toutefois des ONG comme Greenpeace se montrent préoccupés par le fait qu'en affirmant que les négociations " ne devront pas porter atteinte aux droits de tout membre de l'OMC n'étant pas partie à l'AME en question", pourrait se montrer un puissant moyen de décourager les Etats de signer les AME.



attac

Les procédures d'échanges d'information entre secrétariat AME et les comités correspondants de l'OMC; et réduction ou élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires sur les services et les produits environnementaux. Un autre paragraphe rend sans effet la disposition AME-OMC, recherchée par l'UE, en affirmant que les négociations "n'amplifieront ni ne diminueront les droits et obligations des Etats selon les accords de l'OMC existant". Il est donc possible que le résultat des négociations n'apportent pas de modifications des règles sur ces points mais simplement des clarifications ou des notes de bas de page aux règles existantes.

Pendant la durée des prochaines négociations, le Comité sur Commerce et Environnement (CCE) et le Comité sur Commerce et Développement sont mandatés pour servir de fora afin de définir et de débattre des aspects environnementaux et de développement pour "aider à atteindre de façon correcte les objectifs de développement soutenable". Cette disposition pourrait permettre au CCE de prendre plus d'importance, les discussions sur l'environnement étant restées à un simple niveau d'analyse depuis la création de l'OMC en 1995.

Un accord a également été obtenu pour ouvrir des négociations pour l'amélioration et la clarification des règles de l'OMC sur les subventions à la pêche (§ 28), en particulier sous la pression des Philippines, de l'Islande et des USA au CCE, aussi bien que d'organisations environnementales qui ont maintes fois souligné que ces subventions étaient une des principales causes de la surcapacité dans le domaine de la pêche.

C- Application des accords :

La Déclaration invite les Etats à lancer des négociations sur les applications en suspens contenues dans la Décision portant sur ce sujet l'accompagnant, les déséquilibres dont l'origine se trouve dans les accords de l'Uruguay Round remontant bien avant l'échec de Seattle.

Les PED n'ont pas réussi à obtenir à incorporer leur disposition sur les textiles. Ils ont toutefois obtenu un texte favorable concernant les restrictions à la balance des paiements. En outre un compromis a été trouvé sur l'exemption des PMA à l'engagement de suppression des subventions. On a en particulier réintroduit le principe des 3 années consécutives d'un PNB supérieur à 1.000 \$ de 1990 avant la révocation de cette exemption, même si la décision de son

entrée en vigueur a été reportée à 2.003, le temps de se mettre d'accord sur la méthode pour calculer le dollar de 90). Les USA et le Canada restent sur leurs positions pour que le régime du traitement spécial et différentiel concernant ce secteur vienne à expiration en 2.005. Les principaux obstacles aux exportations textiles des PED se situent alors dans les mesures anti-dumping, l'escalade dans les tarifs douaniers et les crêtes tarifaires. Selon eux, les préoccupations des PED quant aux textiles pourraient trouver une solution dans la section de la Déclaration consacrée à l'accès au marché pour les produits non agricoles.

Un certain nombre des propositions des PMA sur l'assistance technique et financière pour faire face aux conséquences des accords sur les Obstacles techniques au Commerce et sur les Mesures Sanitaires et Phytosanitaires ont été incluses dans la Décision.

Malgré la forte opposition des USA pour en assouplir le texte, la Décision a maintenu le texte original du 26/09 sur les mesures anti-dumping.

Le chapitre de l'application des accords ne sera pas traité comme un sujet unique devant recevoir une attention spéciale, comme beaucoup de PED l'avaient demandé avec insistance, mais figurera simplement parmi l'ensemble des négociations.

D- Agriculture :

A la fin d'une dernière nuit interminable, l'UE a accepté l'inacceptable. Ainsi les "réductions de toutes les formes de subventions à l'export avec la perspective de leur annulation totale" sont inscrites dans le mandat de négociation. Les autres points importants sont l'amélioration substantielle de l'accès au marché et les réductions dans les soutiens domestiques dénaturant le commerce.

La création d'une "boîte du développement" pour les PED demeure possible dans le cours des discussions commerciales ultérieures, la Déclaration indiquant son accord pour prendre en compte les besoins des PED, "y compris leur sécurité alimentaire". Les modalités pour le traitement spécial et différentiel seront établies d'ici le 31/03/2003, qui est la date d'expiration de la "clause de paix" qui protège les subventions agricoles d'être attaquées devant l'ORD.

E- Les sujets de Singapour :



attac

Le processus actuel de mise à l'étude depuis la Conférence de Singapour des règles sur l'investissement et la concurrence, sur la transparence dans les marchés publics et sur la facilitation du commerce se poursuivra au moins jusqu'à la Ve Conférence de 2.003. Le groupe de travail sur les investissements devrait en particulier se concentrer sur les modalités des engagements du type de l'AGCS : approche sur listes positives...

Les négociations pourraient reprendre après la 5e Conférence, pourvu que les membres puissent décider des modalités de négociations "par consensus explicite".

F- Tarifs industriels :

La plupart des PMA et des pays africains ont trouvé la pilule plutôt amère. Les déclarations antérieures à Doha comme leurs nombreuses interventions pendant la Conférence, ont montré clairement qu'ils n'étaient pas prêts à pousser plus loin la libéralisation du commerce des marchandises avant que des études aient été menées sur les effets de ces mesures sur leurs économies. Ce souci n'apparaît pas dans le document final ni la Déclaration, bien que cette dernière ait prévu des "études appropriées" pour aider les PMA à participer efficacement aux négociations.

Le seul avantage pour les PED est la promesse que ces négociations viseraient à réduire ou à éliminer "selon le cas" non seulement les tarifs, mais encore les crêtes tarifaires et les obstacles non tarifaires "en particulier sur les produits d'exportation intéressant les PED".

F- Les règles :

Le texte final a rappelé que les négociations doivent "clarifier et améliorer" les mesures sur les Subventions et les Contre-Mesures, en particulier les mesures antidumping, malgré la résistance des USA. Des négociations sont également lancées pour clarifier et améliorer les mesures et procédures existantes de l'OMC concernant les accords commerciaux régionaux.

Les pays qui ont finalisé les textes ministériels dans le "salon vert" comprennent l'Australie, le Botswana, le Brésil, le Canada, le Chili, l'UE, l'Egypte, le Guatemala, Hong Kong, l'Inde, le Japon, le Kenya, la Malaisie, le Mexique, le Nicaragua, le Pakistan, le Qatar, Singapour, l'Afrique du Sud, la Suisse, le Tanzanie, les USA et la Zambie.

G- Accord Adpics- Santé publique à Doha :

La Déclaration améliorera-t-elle l'accès aux médicaments ? Cela dépendra de l'usage plus ou moins étendu qu'en feront les PED quant à la souplesse d'application inscrit dans l'accord Adpics.

La déclaration sur l'Adpics et la santé publique a toutefois été bien accueillie par la société civile.

Un représentant d'Oxfam a pu parler d'un "changement significatif et bienvenu autorisant la ré interprétation de l'Accord Adpics. Les efforts conjoints des PED et des ONG semblent avoir payés dans la mesure où l'OMC a adopté une Déclaration qui précise que "l'accord Adpics ne doit pas empêcher les Etats membres de prendre les mesures [qu'ils jugent nécessaires] pour protéger la santé publique", tout particulièrement en matière d'accès aux médicaments."

Certains ont relevé l'importance de l'engagement des ONG en cette matière qui a permis de "défaire le pouvoir combiné des multinationales de l'industrie pharmaceutique et leurs alliés gouvernementaux en Allemagne, Royaume-Uni, Suisse, Australie, Canada et USA" D'autres ont souligné le rôle prééminent joué par les PED : "les ONG devraient tirer leur chapeau devant la position inébranlable des PED en cette matière" car "leur rôle a été secondaire" et elles ont surtout contribué à "fortifier la résolution des PED à ne pas céder aux pressions politiques".

Selon MSF entre autre, le consensus qui s'est ainsi dégagé devrait forcer les pays à y réfléchir à deux fois avant d'attaquer la politique de santé publique des pays pauvres devant l'ORD.

D'autres Ong, il est vrai, se sont montrées plus réservées sur la Déclaration. Beaucoup se sont montrées désappointées que l'OMC ait raté l'occasion de résoudre la question de l'importation des médicaments génériques dans les pays n'ayant pas eux-mêmes la capacité d'en produire (Cette question, selon le paragraphe 6 de la Déclaration, était du ressort du Conseil Adpics, qui a reçu instruction de faire un rapport au Conseil Général d'ici à fin 2.002). Enfin certains pensent que les dispositions finales, bien qu'elles reprennent les demandes des PED, dans les discussions précipitées d'avant Doha, constituent une version très édulcorée de leurs exigences initiales. D'autres ont critiqué l'absence d'engagement légalement contraignant dans la Déclaration.



attac

H- Autres sujets intéressant la société civile :

Focus on the Global South a souligné que le texte continuait à ne pas prendre en compte les intérêts des PED, dans la mesure où il reléguait des sujets comme l'application des accords à la marge. Elle a également fait connaître son désaccord sur ce qu'elle considérait comme la porte ouverte pour étendre le contrôle de l'OMC à des sujets comme les normes sociales. Neuf ONG de divers pays africains et asiatiques ont repris ces griefs. "Leurs problèmes [aux pays développés] ne sont pas nos problèmes. Pour nous, il ne s'agit pas de choisir les meilleures conditions d'emploi. C'est une question de subsistance".

Pour le représentant d'IATP, l'accord final est très "favorable aux intérêts des entreprises". S'il s'agit de Développement "je ne pense pas que ça se traduira par la croissance économique des PED".

Third World Network a fait connaître dans un communiqué que du point de vue du développement, le document "est même encore plus inique à l'égard des PED [que le texte qui avait été élaboré pour Doha]. L'adopter signifierait se rendre aux dessins des USA, de l'UE et des autres pays développés afin que leurs entreprises et leurs produits remplacent les affaires des entreprises locales."

Concernant l'évolution après Seattle et alors que les PED avaient regardé les ONG d'un œil plutôt ennuyé, les soupçonnant de vouloir promouvoir l'agenda du monde occidental, certaines ONG ont agi à Doha comme des conseillers gouvernementaux privés, en particulier sur la question des médicaments essentiels, ces ONG disposant de ressources parfois supérieures à celles de beaucoup de PED. Ainsi sur la santé publique, les sources d'informations sont venues de MSF, Oxfam Consumer Project on Technology. Certains diplomates n'ont pas manqué de critiquer les ONG qui auraient encouragé les PED à adopter des positions intransigeantes et irréalistes dans les négociations. "Ils disent à tort aux pays pauvres qu'ils n'ont rien à gagner à négocier".

Certaines ONG figuraient dans les délégations officielles de nombre de pays occidentaux.. Les USA avec des lobbyistes du commerce et la délégation britannique comprenant le DG de la Confédération des Industries britanniques, un syndicaliste et un représentant d'Oxfam. Tout en ne prenant pas part aux négociations, elles se

sont trouvées en meilleure position pour influencer la stratégie de négociation

Groupe « Traité internationaux » de Marseille
Omc.marseille@attac.org

Retour de Doha

Par Yann Galut, Jean-Claude Lefort, Chantal Robin-Rodrigo

Malgré Doha, un autre monde est possible !

Après Seattle et les événements du 11 septembre, la réunion de l'OMC à Doha ne devait pas, pour les tenants du libéralisme, déboucher sur un nouvel échec qui pouvait signer la mise en "hibernation" durable de cette organisation qui a été strictement mise à l'abri de la société civile dans la capitale qatarie. Après Porto Alegre et Gênes, elle ne pouvait pas non plus se conclure par une négociation aboutie d'une nouvelle phase de libéralisation brutale de l'économie mondiale embrassant un nombre accru de domaines. C'est pourquoi, outre l'entrée de la Chine et du Taipei chinois au sein de l'OMC et sauf sur un point de portée limitée à propos des médicaments pour les pays du Sud, Doha débouche concrètement sur un calendrier de négociations courant sur plusieurs années et portant sur un éventail élargi de sujets. D'une façon générale, le "cycle de développement" annoncé n'est pas au rendez-vous.

L'esprit qui fondera toutes les négociations à venir – sans faire la moindre évaluation du bilan des accords déjà conclus et mis en œuvre – ne fait bien évidemment aucun doute. Les précautions de langage des déclarations finales ne peuvent masquer l'essentiel, à savoir que, étendues à de nouveaux et importants secteurs comme l'investissement mais pas le social, ces négociations seront dominées par une volonté d'étendre un libéralisme débridé et dérégulant, marquant finalement la suprématie du droit du commerce sur les droits humains et environnementaux fondamentaux. La libéralisation de toutes les sphères de l'activité humaine constitue en vérité la philosophie fondamentale de l'OMC. Cette philosophie a été proclamée hautement une nouvelle fois à Doha.

Cette session ne constitue donc pas un tournant par rapport aux volontés initiales à l'œuvre à Seattle. Elle ne constitue pas non plus une fin mais un début – le début d'une longue phase de négociations de libéralisation. Celle-ci appelle une large et opiniâtre mobilisation des opinions publiques affirmant, jusqu'à se faire entendre



attac

nettement, que " les êtres humains et le monde ne sont pas des marchandises ! ".

Des éléments existent en France et ailleurs, nous l'avons constaté durant cette quatrième réunion interministérielle, qui partagent cette aspiration de bon sens que heurte de plein fouet les exigences de la mécanique implacable du libéralisme. Nous revenons donc de Doha encore plus déterminés à agir en ce sens, persuadés qu'un autre monde est possible. Et urgent ! A cet égard nous réservons la plus grande attention à la réussite du prochain " Forum social mondial " de Porto Alegre, qui se tiendra au début du mois de février 2002, et dont l'objectif est précisément de travailler et d'agir pour apporter des réponses alternatives à l'actuelle mondialisation qui fait tant de dégâts sur tous les continents.

Yann Galut, Jean-Claude Lefort, Chantal Robin-Rodrigo Députés, délégués à Doha Membres de la coordination ATTAC à l'Assemblée nationale.

Groupe.assemblee.nationale@attac.org

Paris, le 16 novembre 2001

Vote positif pour Tobin

Par ATTAC France

Lundi 19 novembre, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture, dans un amendement à la loi de finances 2002, le principe d'une taxation sur les marchés des devises, dite taxe Tobin. Ce prélèvement, pouvant s'élever à 0,1 %, n'entrerait cependant en vigueur que si les autres pays membres de l'Union européenne adoptaient une mesure identique. Si cette clause en limite sérieusement la portée, cette mesure est néanmoins cohérente avec la position d'Attac qui milite pour une zone Tobin en Europe.

Le chemin parcouru en trois ans au Parlement est considérable. En 1999 et en 2000, les " amendements Tobin " déposés par des députés membres de la Coordination des élus membres d'Attac avaient été refusés par le gouvernement et rejetés par la majorité des députés. Cette année, en revanche, et dans un contexte pourtant identique, Lionel Jospin n'a pas cru devoir s'opposer au principe d'une taxe sur laquelle il avait beaucoup tergiversé ces derniers mois, et à laquelle son ministre de l'économie et des finances, Laurent Fabius, ne cachait pas, jusqu'à ces derniers temps, son hostilité. C'est seulement le soutien de l'opinion aux mouvements opposés à la mondialisation libérale, dont Attac, qui avait, in extremis,

amené le gouvernement à appuyer la proposition d'une étude de faisabilité, à réaliser par la Commission européenne, de la taxation des flux spéculatifs en Europe. Cette proposition avait été adoptée lors de la réunion du conseil des ministres de l'économie et des finances (Ecofin) de l'UE, tenue sous présidence belge à Liège en septembre dernier.

Attac se félicite donc d'une décision qui constitue une avancée politique et symbolique et pourra servir de précédent pour d'autres Parlements en Europe, ainsi que de point d'appui aux campagnes que l'association va mener pour une application réelle de la taxe. Les parlementaires qui ont voté ce texte, et en particulier ceux de la commission des finances, doivent demander au gouvernement de faire preuve de la plus grande vigilance à l'égard de la Commission européenne dans la conduite de l'étude de faisabilité que le conseil Ecofin lui a confiée. Certains des membres du collège bruxellois ont en effet déjà publiquement affiché leur opposition à la taxe : il ne faudrait pas que l'étude soit terminée avant même l'élaboration du cahier des charges !

Dans l'audience qu'il avait accordée à Attac le 13 septembre, Laurent Fabius avait d'ailleurs pris l'engagement de veiller à la transparence de cette étude et à la prise en compte des opinions des experts de toutes tendances. Lors de la rencontre organisée le 19 septembre à l'Assemblée nationale par Attac et les Coordinations des députés et sénateurs membres de l'association, divers spécialistes français et étrangers avaient montré que la mise en oeuvre technique de la taxe Tobin ne posait aucun problème insurmontable, l'essentiel étant la volonté politique. En liaison avec les autres Attac d'Europe, Attac France va demander officiellement à la Commission que ces spécialistes soient entendus.

Enfin, lors du Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre (31 janvier-5 février 2002), Attac organisera avec des partenaires étrangers, notamment américains et canadiens, un séminaire sur le mode de gestion de la taxe Tobin et sur son affectation. La taxe sera certainement aussi à l'ordre du jour du Forum mondial des parlementaires prévu dans le cadre du FSM. Cela dans la perspective, notamment, de la Conférence des Nations unies sur le financement du développement prévue à Monterrey (Mexique) en mars 2002.

Le vote de l'Assemblée nationale, même s'il a essentiellement un caractère symbolique,



attac

constitue un renfort dans ce combat européen et international.

Paris, 20 novembre 2001. attacfr@attac.org
Tous les documents, texte de l'amendement, compte rendu de la séance :
<http://attac.org/fra/asso/doc/doc78.htm>

A part bien sur Mme Thatcher

Par Naima Bouteldja

Puisque de nombreuses depeches en provenance d'Outre-Manche ont repris en coeur les déclarations intempestives d'une poignée d'"extrémistes" musulmans, en spéculant sur le laxisme de la politique anglaise concernant les so-called groupes "islamistes", et puisque la presse internationale, sans grande surprise, n'a donné que peu d'échos à cet évènement j'aimerais vous faire partager l'expérience que j'ai pu vivre ce dimanche 18 Novembre à Londres. Parce que sans aucun doute les forces progressistes existent à l'intérieur de chaque société et communauté et qu'à défaut d'être similaires elles portent en elles les mêmes germes d'espoir et d'humanisme. Enfin parce que face à l'ordre monolithique et hégémonique capitaliste, la diversité du mouvement contestataire est une Révolution en soi.

Quelques semaines après le 11 septembre, une importante coalition "contre la guerre" s'est formée en Angleterre, elle a réuni l'un des plus large éventail d'activistes qui soit, les membres de divers parti politiques: Socialist Alliance, SWP, Green Party, Labour MPs against the War (députés du Labour Party), des activistes de la première heure (l'écrivain Tariq Ali, le journaliste John Pilger, le vieux député du Labour Party Tony Ben.), plusieurs organisations musulmanes (Muslim Parliament, Just Peace, London Mosque Organisation, deux organisations Kurde et Turque), différents regroupements: "Les Artistes contre la guerre", "Les Juristes contre la guerre"... ainsi que plusieurs syndicats (UNISON, NUT -syndicat des enseignants.).

Poussée par cette coalition, le 13 Octobre, une première manifestation réunissait 50 000 personnes à Londres (20 000 d'après la police) dont un important contingent de musulmans: l'Imam de la mosquée de Birmingham avait lancé un appel, quelques jours plus tôt, en encourageant les fidèles musulmans à participer aux mouvements d'action qui voyaient le jour dans les quatre coins de la Grande Bretagne; son appel a été repris par de nombreux autres

Imams et personnalités de la communauté musulmane Britannique.

À High Park Corner ce dimanche 18 Novembre, certains observateurs étaient sceptiques quant aux chances de succès de ce second rassemblement national, puisque nous disait-on la Paix et la Liberté venaient de regagner les terres Afghanes. Pas moins de 100 000 personnes en ce 3e jour de Ramadan (15 000 d'après la police!?) ont remonté le parcours s'étalant de High Park à Trafalgar Square, longues barbes, têtes voilées, cheveux rouges et verts, humanistes en tout genre et de tout âge se sont côtoyés pendant plusieurs heures dans la bonne humeur. Un grand nombre de non-musulmans jeûnaient en solidarité avec leurs compagnons de route, l'un d'entre eux qui en était à son 3e jour de jeûne m'expliquait: "je veux comprendre dans quel état se trouvent les gens à qui je m'adresse et aux côtes desquels je marche".

La foule est arrivée à Trafalgar Square aux environs de 14 heures, sur la plate-forme installée au milieu de la place, un représentant de l'Eglise Anglicane, le Canon Paul Oestreicher de la Cathédrale a donné le coup d'envoi à une longue série d'interventions: "Nous sommes les Patriotes. Nous devons maintenant bâtir une Paix réelle et nous ne pourrions parvenir à cet objectif qu'en construisant un système économique juste. Un monde où les riches deviennent sans cesse plus riches et les pauvres sans cesse plus pauvres est une terre de recrutement pour le terrorisme". Trois mots d'ordre ont été repris par les intervenants: Non à la Guerre, Non à ses répercussions racistes, Non aux infractions contre les libertés civiles.

À 16h10 l'appel à la prière a été lancé de la plate-forme par un jeune musulman, musulmans et non-musulmans ont interrompu le jeûne grâce aux approvisionnement en eau et dattes fournis par plusieurs mosquées de Londres, des dizaines de musulmans hommes et femmes se sont ensuite regroupés dans l'angle gauche de Trafalgar Square pour effectuer au milieu de la foule la prière du Magreb (celle qui précède le crépuscule)... La nuit est tombée, des représentants de tout bord ont continué pendant plusieurs heures à scander dans l'unité que seul un monde économiquement et socialement plus juste pourrait garantir une Paix durable. Pour les organisateurs ce mouvement contre la guerre est le plus large jamais réuni depuis les années 70.



attac

Je voudrais finir sur ces paroles de Tariq Ali
"Ceci n'est que le commencement."

*Une plainte a été déposée par "The Media
Workers against the War" pour protester contre
le chiffre folklorique rapporté par les forces de
police.

Remerciements à Lindsay German et Mike de la
coalition anti-guerre pour leurs informations.

Naima Bouteldja

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

*Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/rdv> pour en obtenir les détails.
Vous choisirez alors le pays dans lequel se tient la réunion.*

Vendredi 23 : AUSTRIA : WIEN / ESPANA : MALAGA / FRANCE: ANNECY / SVERIGE : RODA RUMMET

Samedi 24 : FRANCE: PARIS 11 – PONT DE CLAIX – LIMOGES / SUISSE SCHWEIZ : BERNE

Dimanche 25: FRANCE: PARIS 11 – PONT DE CLAIX – ELANCOURT / ITALIA : CATANIA

Lundi 26: FRANCE: LA ROCHELLE / ITALIA : AQUILA / SVERIGE : STOCKHOLM

Mardi 27: AUSTRIA: GRAZ / FRANCE: PARIS 11 – PARIS 13 / ITALIA: AQUILA / NORGE: HAMAR